

Amar Saâdani :
«La révision de la
Constitution en avril»

Page 2

Conférence de presse du sélectionneur national
Gourcuff : «On a beaucoup
d'ambition, on a envie de gagner»

Page 23

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3453 - Lundi 5 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Déclarations sur des ex-chefs d'Etat

Ouverture d'une
information judiciaire
contre Saïd Sadi

Page 2



«L'UGTA, un partenaire incontournable», affirme Bouteflika

Sidi Saïd plébiscité pour un nouveau mandat

Page 2

**Rationaliser,
diminuer,
contrôler**

Par Mohamed Habili

A bien entendre le ministre du Commerce, Amara Benyounès, le gouvernement connaît bien la structure des importations, mais ignore en revanche la façon de les rationaliser, c'est-à-dire de les diminuer. Pour preuve, il a installé à cet effet deux groupes de travail, ce qu'il n'aurait pas fait s'il savait exactement comment réduire la facture des importations sans que cela nuise à l'appareil économique dans son ensemble. Celui-ci peut se passer des kiwis, et bien d'autres choses encore du même ordre, alimentaires ou non d'ailleurs, mais pas des matières premières, ni des équipements, ni d'une façon générale de tout ce qui entre dans la production des biens fabriqués dans le pays. Rationaliser revient donc à ne plus dépenser des ressources précieuses, et qui risquent de le devenir davantage dans les semaines et les mois à venir, à l'importation du superflu sous toutes ses formes pour ne les consacrer qu'à l'achat de produits de première nécessité, au double plan de la production et de la consommation. Pour produire, il faut en effet commencer par consommer. Cependant, le pays n'est pas dans une situation à ce point difficile ou contraignante financièrement parlant qu'il faille songer à faire des coupes claires dans les importations.

Suite en page 3

Benghebrit déplore la qualité des manuels scolaires

«La réécriture des programmes, une urgence»



● Les syndicats de l'éducation maintiennent leurs revendications

Assurant que les recrutements dans le secteur seront non seulement maintenus mais qu'ils pourraient être «doublés», la ministre a précisé qu'il existe «une réflexion sur une méthodologie qui démarrera à partir de la fin janvier en cours pour une réécriture des programmes scolaires dans le secondaire. L'urgence de ce chantier pour tous les cycles s'est imposée de manière naturelle».

Lire page 3

Manifestations à In-Salah contre l'exploitation du gaz de schiste

Les protestataires remis en liberté

Page 5

Des œuvres artisanales exposées au Centre culturel Mustapha-Kateb

«Voilà mon cadeau, fait par mes mains»

Page 13

«L'UGTA, un partenaire incontournable», affirme Bouteflika

Sidi Saïd plébiscité pour un nouveau mandat

■ Comme il fallait s'y attendre, sans surprise aucune, le 12^e congrès de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a plébiscité Abdelmadjid Sidi Saïd pour un nouveau mandat de cinq ans au poste de secrétaire général. C'était hier à l'Hôtel El Aurassi, Alger, en présence notamment du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et de Mohamed Ali Boughazi, conseiller à la présidence de la République.

Par Lynda Naili Bourebrab

«**C**e plébiscite fait suite au rôle important assumé par Sidi Saïd lors du précédent mandat pour la préservation des emplois, le soutien de la production nationale et la sauvegarde de la stabilité et de l'unité de l'UGTA», indique une motion lue par le président du bureau du congrès, Hmarnia Tayeb. A cette occasion, le Président Bouteflika a souligné dans un message lu en son nom par Mohamed Ali Boughazi, conseiller à la présidence de la République, que ce congrès

intervient dans un «moment particulier» caractérisé par le lancement du programme quinquennal 2015-2019 pour lequel il est attendu de l'UGTA «un rôle de première importance» dans la mobilisation des travailleurs en vue d'atteindre les objectifs retenus, dans le respect de leurs droits fondamentaux et la consolidation du système national de protection sociale. «C'est pourquoi, ajoutera le chef de l'Etat, les investissements d'action des entreprises publiques, privées, nationales et étrangères, l'intervention de tous les acteurs au développement, n'auront de signification réelle et de portée utile que s'ils s'inscrivent résolument dans cette perspective». Aussi, évoquant les bouleversements aux plans économique, social et politique intervenus dans le monde, le Président Bouteflika indiquera que par leur impact sur l'Algérie ils nous imposaient «la plus grande vigilance dans la défense et la sauvegarde de l'indépendance économique du pays et dans le maintien des valeurs de justice sociale et de solidarité de notre société».

Par ailleurs, M. Bouteflika estimera que l'Union générale des travailleurs algériens demeure un «partenaire incontournable» dans la mise en œuvre du pacte économique et social de croissance signé en février 2014, lors de la réunion tripartite gouvernement-UGTA-patronat. Lequel pacte, poursuivra le chef de l'Etat, constitue «un engagement ferme des partenaires économiques et sociaux pour la concrétisation des objectifs du programme de développement 2015-2019» et consacre «l'entreprise comme lieu de création de richesses et d'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et moyen de remporter la bataille nationale de création d'emplois». Il fera part de sa conviction que l'UGTA «n'épargnera aucun effort pour relever les défis et les enjeux que comporte la construction d'une économie

compétitive et diversifiée reposant sur le dialogue et la concertation et assurant une répartition équitable des fruits du développement entre toutes les couches de la société». A ce sujet, le président de la République relèvera le rôle de la Centrale syndicale dans le dialogue social «en tant qu'instrument privilégié de préservation d'un climat social stable et serein, propice à l'aboutissement des efforts de développement et de construction d'une économie productrice créatrice de richesses et d'emplois au service de la population». Aussi, a-t-il salué l'action de la Centrale syndicale «pour le maintien de la paix et de la cohésion sociales, dans le contexte difficile que traverse notre région depuis quelques années, permettant ainsi, a-t-il ajouté, de maintenir la dynamique de développement enclenchée depuis le début des années 2000 et de poursuivre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de la population».

«Paix, justice et solidarité»

Pour sa part, Sidi Saïd, sur la chute des prix du pétrole sur le marché mondial, fera part de la «volonté féroce» chez l'UGTA pour «asseoir une nouvelle politique économique nationale fondée sur une intégration de la production nationale». Pour ce faire, il plaidera pour une solidarité impliquant à la fois le gouvernement, le patronat, la société civile et les travailleurs. «Nous devons protéger notre économie. Booster la production nationale est la solution pour l'émergence économique du pays», a-t-il dit, appelant les parties concernées à émettre, pour ce faire, des «propositions constructives».

Par ailleurs, exprimant «la reconnaissance de l'UGTA au Président Abdelaziz Bouteflika, pour tout ce qu'il a entrepris en faveur des travailleurs algériens et de la nation algérienne», le patron de la Centrale syndicale



Ph/E. Soraya/J. A.

plébiscité énumérera les acquis sociaux et autres mesures prises par le président, particulièrement la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, le paiement anticipé des dettes extérieures et l'abrogation de l'article 87 bis du code du travail.

Ceci étant, les travaux du 12^e congrès de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) ont débuté dans la matinée d'hier à l'Hôtel El Aurassi, Alger, sous le thème «Paix, justice et solidarité», en présence de 800 délégués représentant les structures de la Centrale syndicale à travers le territoire national, des membres du gouvernement, du patronat, de certains syndicats autonomes, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN) Mohamed Larbi Ould Khelifa, de chefs et représen-

tants de formations politiques, d'organisations de la société civile ainsi que de représentants de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (Ousa), du Bureau international du travail (BIT), et d'organisations syndicales de pays africains et européens. Avant la séance inaugurale il a été procédé à l'adoption de la composante du bureau du congrès. Suite à quoi, les congressistes devront élaborer et adopter son plan d'action pour les cinq prochaines années. Il sera également question de valider la liste des 187 membres de la Commission exécutive nationale (CEN) de l'UGTA, élus lors des quatre congrès régionaux (Est-Ouest-Centre-Sud), tenus en décembre.

L. N. B.

Déclarations sur des ex-chefs d'Etat

Ouverture d'une information judiciaire contre Saïd Sadi

LE PROCUREUR de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a requis l'ouverture d'une information judiciaire contre l'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, après ses déclarations relatives à deux ex-chefs d'Etat et une personnalité nationale, a indiqué hier un communiqué du parquet de la République. «Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a requis, conformément à la loi, l'ouverture d'une information judiciaire contre M. Saïd Sadi du chef de diffamation», souligne le communiqué. L'ouverture de l'information judiciaire intervient «suite aux informations rapportées par certains médias, relatives aux déclarations faites par Saïd Sadi lors d'une conférence-débat qu'il a animée à Sidi Aich (Béjaïa) au cours de laquelle il a imputé à l'ex-chef d'Etat, feu Ahmed Ben Bella, et à l'ex-chef d'Etat, feu Ali Kafi ainsi qu'à la personnalité nationale et historique Messali El Hadj, des faits portant atteinte à leur honneur et à leur considération», précise le communiqué. Il est également expliqué que cette décision a été prise «compte tenu du fait que ces propos rendent leur auteur passible de poursuites pénales pour diffamation» et que «le délit de diffamation est consommé dès lors que les propos diffamatoires ont été rendus publics et que cette publicité donne compétence à tout tribunal dans le ressort duquel l'accès aux faits incriminés est rendu possible».

APS

Amar Saâdani : «La révision de la Constitution en avril»

Accroché en marge de la tenue du 12^e congrès de l'UGTA, Amar Saâdani, secrétaire général du FLN, a déclaré que la révision de la Constitution se fera «au plus tard en avril prochain au maximum». Et d'ajouter que la tenue du congrès de son parti, initialement prévue avant fin mars, ne saurait intervenir avant la révision du texte fondamental du pays. D'autre part, s'agissant de la chute des cours du pétrole, le patron du FLN considérera qu'il s'agit d'«une guerre économique qui intervient comme une extension du printemps arabe, créée par les Etats-Unis, appuyée par les pays producteurs de pétrole, ciblant la déstabilisation principalement de la Russie, l'Iran, le Nigéria et l'Algérie».

L. N. B.

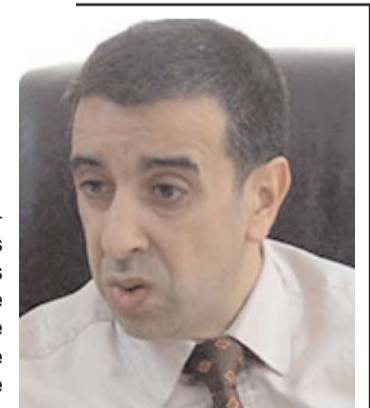


Le FCE sollicite une tripartite

Ali Haddad plaide pour un partenariat public/privé

ALI HADDAD, nouveau président du FCE, dans un discours prononcé lors de l'ouverture des travaux du 12^e congrès de l'UGTA, a appelé, hier, à la tenue d'une réunion tripartite entre le gouvernement, l'UGTA et le patronat afin de mettre en place un mécanisme pour le partenariat public/privé. «Nous appelons nos autorités en charge de la politique économique à mettre en place un mode d'organisation à même de prendre à bras le corps cette insertion pour la rendre dynamique, harmonieuse et au profit de nos travailleurs et de nos entreprises, faute de quoi nous serons marginalisés et soumis au diktat d'organismes financiers internationaux. Cette situation fragilise notre économie et peut mettre en danger notre avenir», a-t-il dit. M. Haddad indiquera qu'«une des voies que nous voulons privilégier est le partenariat entre le secteur privé et le secteur public. Nous sommes convaincus que cela constitue une opportunité pour relancer l'industrie». En outre, annonçant l'initiative pour la création d'«une fondation dont la mission essentielle sera de contribuer à promouvoir la culture de la solidarité dans notre société», il estimera que «le rapprochement entre les deux secteurs nous permettra de créer de l'emploi, de réduire notre dépendance à l'importation et de renforcer notre tissu industriel».

L.N.B.



Benghebrit déplore la qualité des manuels scolaires

«La réécriture des programmes, une urgence»

■ Assurant que les recrutements dans le secteur seront non seulement maintenus mais qu'ils pourraient être «doublés», la ministre a précisé qu'il existe «une réflexion sur une méthodologie et qui démarrera à partir de la fin janvier en cours pour une réécriture des programmes scolaires dans le secondaire. L'urgence de ce chantier pour tous les cycles s'est imposée de manière naturelle».



Par Meriem Benchaouia

Déplorant que les manuels scolaires élaborés en 2003 ont été réalisés «dans la précipitation», la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a affirmé hier que la réécriture des programmes est une «urgence». Assurant que les recrutements dans le secteur seront non seulement maintenus mais qu'ils pourraient être «doublés», la ministre a précisé qu'il existe «une réflexion sur une méthodologie et qui démarrera à partir de la fin janvier en cours pour une réécriture des programmes scolaires dans le secondaire. L'urgence de ce chantier pour tous les cycles s'est imposée de manière naturelle». S'exprimant sur les ondes de la radio, M^{me} Benghebrit a explicité qu'il s'agira plus d'«ajustements» que de

«réformes», informant qu'une réflexion a été déjà lancée sur l'enseignement secondaire et primaire (programmes et rythmes). Elle a rappelé que sur les 317 recommandations issues de la conférence nationale de juillet dernier, plus de 200 plaident pour la réécriture des programmes, insistant sur la formation des enseignants comme étant «la clé de voûte» d'un enseignement de «qualité». Les résultats de cette réflexion seront connus en 2015-2016 s'agissant de la 1^{re} et 2^e années primaires ainsi que pour la 1^{re} année moyenne, alors que les cahiers des charges seront lancés dès mars prochain pour le cycle secondaire, a-t-elle encore précisé. Réitérant le maintien des recrutements précédemment prévus dans le secteur pour l'année en cours (7 000 postes), l'hôte de la radio a également

ajouté que ces derniers pourraient être «doublés» l'année prochaine, soulignant «l'existence» des ressources humaines et des «potentialités» pour les différents paliers d'enseignement. «Les besoins pour l'année prochaine seront examinés à partir du mois en cours», a précisé la ministre, prévoyant l'ouverture de nouveaux établissements scolaires afin de lutter contre la surcharge des classes. M^{me} Benghebrit a, par ailleurs, informé de la tenue «prochaine» d'un conseil interministériel (CIM) qui sera consacré précisément à la rentrée scolaire 2015-2016 et qui en définira les «priorités». S'agissant de l'examen de fin de cycle primaire (5^e année), la ministre a rappelé qu'il n'y aura pas de seconde session, insistant sur la prise en compte, lors de l'examen du baccalauréat, de la «fiche d'évaluation» du travail

continu de l'élève du cycle secondaire. Interpellée sur le chapitre de l'enseignement privé, la ministre a assuré que la place du privé demeure «faible», dès lors que le nombre d'élèves qui y sont inscrits représentent moins de 1% des scolarisés. «Il y a de la place pour des investissements selon un cahier des charges et avec obligation de résultats. Ce qui est néanmoins important est que le programme national soit la seule référence», a-t-elle, par ailleurs, indiqué. Abordant le volet du dialogue social avec les différents partenaires, la ministre a assuré que des progrès «gigantesques» ont été réalisés à l'issue des différents pourparlers, précisant que sur les 36 revendications des syndicats, 34 ont été «satisfaites». «Le débat arrêté avec le partenaire social consistait en la mise en place d'un pacte pour résoudre définitivement les problèmes liés au secteur», a-t-elle explicité. La ministre a annoncé, enfin, la mise en place, janvier courant, de l'Observatoire de l'éducation et de la formation, dont les textes juridiques existent mais non encore mis en application. Par ailleurs, ils étaient 8 millions d'élèves tous paliers confondus, à rejoindre hier les bancs de l'école après deux semaines de vacances. Dans beaucoup de wilayas, marquées ces derniers jours par de fortes chutes de neige, la reprise des classes s'annonce laborieuse dans certaines localités, en raison des difficultés de circulation.

M. B.

Décision de «rationalisation des dépenses publiques»

Les syndicats de l'éducation maintiennent leurs revendications

Pour certains syndicats de l'éducation il n'est pas question de rebrousser chemin de la lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs devant la décision gouvernementale de rationalisation des dépenses publiques. Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) qui a tenu son conseil national il y a quelques jours, a écarté tout changement de rythme dans l'activité syndicale dans le contexte économique actuel, à savoir la chute des prix du pétrole et l'appel du gouvernement à la rationalisation des dépenses publiques et de surseoir aux recrutements dans la Fonction publique. C'est de cette manière que cette organisation syndicale s'exprime pour appeler le gouvernement à assumer ses responsabilités et la facture de sa mauvaise gestion. Dans son communiqué, le Snapest fait savoir que sa dernière réunion a porté sur la situation de l'école algérienne et les mouvements de protestations à venir, ces travaux ont eu lieu dans «un contexte économique très particulier pour le pays» note la même source et

d'ajouter que pour le secteur l'année s'annonce déjà difficile car bon nombre de préoccupations soulevées ne sont pas encore prises en charge par la tutelle. Ainsi, ce syndicat signe et persiste, il est hors de question de renoncer et de faire marche arrière, car ajoute-t-il ce n'est pas aux travailleurs de payer les suites de la fracture économique et «au moment où les riches continuent de s'enrichir et les faibles continuent de s'affaiblir». Abordant la question des rencontres de dialogues ayant lieu avec le ministère de l'Education, le Snapest fait état d'insatisfaction puisque la tutelle maintient sa politique de tergiversation. Devant cette situation, le Snapest salue l'initiative du mouvement syndical unifiant l'ensemble des syndicats prévus pour mener la lutte dans un seul front. Il s'agit d'une initiative saluée par d'autres organisations syndicales dont le Conseil national des lycées (CLA). Le secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a pour sa part expliqué que «les actions de protestations seront maintenues en concertation avec les syndicats de la

Fonction publique et ceux de l'éducation en particulier» mettant l'accent sur «la révision du statut particulier de l'enseignant et les primes sont à réviser» contrairement à la déclaration de la ministre de l'Education qui estime que la majorité des doléances sont prises en charge, le Conseil national autonome du personnel de l'éducation des secteurs tertiaires de l'éducation (Cnapest), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Conseil des lycées d'Algérie (CIA), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef) annonce la reprise de la protesta pour le deuxième semestre. La révision du statut particulier, la médecine de travail, le logement, la prime du Sud, l'indemnisation avec effet rétroactif depuis 2008 sont l'essentiel des préoccupations qui seront encore défendues et qui risquent probablement de causer de nouvelles perturbations et paralysies dans le secteur.

Yasmine Ayadi

LA QUESTION DU JOUR

Rationaliser, diminuer, contrôler

Suite de la page une

Il n'en reste pas moins qu'importer moins en vue de produire plus est une bonne politique, à vrai dire la seule qui soit bonne, quel que soit le cours du baril, qu'il soit élevé ou bas. Il n'y a de bonnes importations que celles qui contribuent à ce qu'il y ait ensuite globalement moins de dépendance vis-à-vis de l'extérieur et plus de production en interne. Le gouvernement ne sait pas comment diminuer la facture des importations pour une raison qui ne tient pas à son incurie mais à des choix libéraux fondamentaux, remontant maintenant à plusieurs décennies. Ce n'est certainement pas un hasard si la balance commerciale a tendu de plus en plus rapidement à l'équilibre. On n'était pas bien loin d'atteindre à cet état au moment de la chute importante du prix du baril. Il est vrai, cependant, que même dans le contexte d'un baril qui allait croissant, le gouvernement s'est inquiété de cette égalisation possible et à chercher à l'éviter, en adoptant certaines mesures restrictives, plus connues sous le label de LFC 2009. Ces mesures ont peut-être ralenti le processus en cours, le fait est qu'elles ne l'ont pas enrayeré, puisque le coût des importations a continué de gagner sur le montant des exportations. Il n'y avait en fait qu'une seule façon d'empêcher le nivellement par le haut de ces deux paramètres, c'était de revenir sur la libéralisation du commerce extérieur, et sinon complètement du moins partiellement. Ce que les gouvernements successifs avaient toujours refusé, d'autant que le prix du baril non seulement augmentait mais semblait vouloir crever le plafond. Le meilleur moment de mener une politique restrictive quelconque, c'est lorsque la conjoncture est à la hausse. Aucun gouvernement, algérien ou pas, n'a jamais procédé de la sorte. Ils attendent tous que les choses aillent mal pour réviser leur politique. Ce qui prouve assez que dans la pratique gouverner et prévoir ne sont pas synonymes. Mais supposons que le gouvernement auquel appartient Benyouènes trouve ce qu'il y a lieu de faire pour rationaliser les importations. Quelles que soient les précautions de langage qu'il prendra en les annonçant à l'opinion, elles consisteront en elles-mêmes à restreindre dans une certaine mesure la liberté du commerce extérieur. Et donc à rétablir quelque chose de l'ancien contrôle dans ce domaine. Et encore, dans l'hypothèse où le prix du baril reste à son niveau actuel. Il faudrait, s'il baissait encore, resserrer d'un cran ou de plusieurs le tripotage rationaliser-diminuer-contrôler.

M. H.

Accidents de la circulation

L'hécatombe routière, encore et toujours...

■ Les accidents de la route sont de plus en plus fréquents sur les routes algériennes. Le taux des accidents prend le sommet, les pertes humaines sont les principales conséquences...

Par Sarah Harchaou

Malgré la vigilance et la sensibilisation de la Gendarmerie nationale, les conducteurs restent quand même indifférents au danger causé par leur ignorance des règles de sécurité routière et c'est ce qui engendre des pertes humaines et des dégâts matériels. L'accident le plus lourd qui a été enregistré au cours des dernières 24 heures a causé 3 morts dont une femme de 57 ans et sa fille de 33 ans, le père de famille a été gravement blessé suite à un dérapage de leur véhicule sur l'autoroute Est-Ouest. Un autre accident dans la même wilaya à la cité Sidi Abdelkader s'est produit ayant provoqué des dégâts humains et matériels parmi les passagers dont l'un âgé de 13 ans, a succombé sur place, l'autre a été secouru par l'équipe médicale de la Protection civile. Les causes changent sauf que les conséquences restent toujours les mêmes. La responsabilité se remet sur qui ? Sur les conducteurs ou la construction des routes ? Les autorités sont appelées à faire preuve de plus de rigueur afin de sauver des victimes qu'on perd chaque

Ecole primaire d'Ighil-Ouazzoug Des parents d'élèves retiennent leurs enfants à la maison

LES PARENTS d'élèves de l'école primaire Frères Nigrou d'Ighil Ouazzoug ont décidé de marquer la reprise des cours hier par une action de protestation dans l'espoir qu'ils seront cette fois-ci écoutés et entendus par les autorités municipales. Ces derniers ont retenu leurs enfants à la maison pour protester contre les dangers encourus par ces derniers chaque jour en se rendant à l'école. Il y a d'abord un mur à l'arrière de l'école qui menace de s'effondrer sur les têtes des écoliers à tout moment, puis les travaux du chantier lancés par une entreprise mais abandonnés depuis plus de trois semaines, ajouter à cela l'état très mauvais de la route menant à cet établissement, etc.. A Draguina, des parents d'élèves de l'école primaire de Thadargount se plaignent contre la vétusté de trois classes construites au début des années 1970. Ils exigent aussi la réalisation de ralentisseurs devant l'école et un abri pour permettre aux écoliers de s'y réfugier au-dessus en cas d'intempérie. A noter que les transporteurs des lignes urbaines N° 02 et 10 ont observé hier un débrayage pour protester contre l'état très mauvais de la route des quartiers de Taghzouyt et Aïn Skhoune.

H. C.



Piv/D. R.

heure. Elles doivent revoir le barème des sanctions aux infractions du code de la route, en outre ils doivent durcir les lois visant à diminuer l'hécatombe sur nos routes. Les accidents de la route demeurent encore un véritable fléau qu'il faudra juguler par les sanctions. Parmi les plus grands fléaux qui

endeuillent nos routes, l'alcool au volant fait des ravages, la vitesse qu'on considère le premier facteur essentiel des accidents mortels. Par ailleurs les indicateurs de la sécurité routière montre aussi que la somnolence est une des plus importantes causes de mortalité sur les routes. Les poids lourds sont

souvent montrés du doigt comme étant à l'origine des plus dramatiques accidents. Autre danger, le téléphone au volant. En outre il peut y avoir d'autres causes qui ne sont pas en liaison avec les conducteurs mais avec la forme défectueuse de la route. Tout «violateur» du code de la route doit être sanctionné

selon l'infraction commise soit par un retrait de permis ou par un retrait de permis suivi d'une amende ou bien une poursuite judiciaire. La violation grave d'une règle de la circulation routière peut ainsi avoir des conséquences terribles.

S. H.

Port de Djendjen

Plus de 4 millions de tonnes de marchandises traitées

Plus de 4,02 millions de tonnes de marchandises ont été traitées au port de Djendjen (Jijel) au cours de l'année 2014, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction des transports. Au cours de cet exercice, 676 navires transportant 3,8 millions de tonnes de marchandises diverses ont accosté au port, contre 630 en 2013, a précisé la même source, soulignant qu'en matière d'exportation, 16 858 tonnes de divers produits

ont été exportées en 2014 contre 28 377 tonnes en 2013. Le port de Djendjen dont le taux d'utilisation est de 85,90%, reçoit en moyenne 36 000 véhicules par mois (439 526 au cours de l'année 2013), selon les responsables locaux du secteur des transports. D'importants travaux de développement et de modernisation ont été engagés dans cette enceinte portuaire pour en faire un hub dans le bassin méditerranéen, selon la

même source qui a notamment fait état de la réalisation d'un terminal à conteneurs prévu pour réceptionner 4 millions d'EVP (équivalent vingt pieds). Des travaux de protection du port contre le phénomène d'agitation, portant sur le rétrécissement de la passe d'entrée, ramenée de 600 à 250 mètres, ont également été engagés et devraient prendre fin en mars prochain, a-t-on souligné. **Ali O.**

Ligne Oued Koreich-Bouzareah

Près de 600 000 personnes ont utilisé le téléphérique en 4 mois

Près de 600 000 personnes ont utilisé le téléphérique reliant Oued Koreiche à Bouzareah dans la wilaya d'Alger, depuis sa mise en service mi-septembre dernier, a affirmé dimanche le directeur technique des téléphériques de la wilaya d'Alger, Boumediène Larbi. Le nombre d'utilisateurs du téléphérique desservant la ligne Oued Koreiche-Bouzareah, entré en service le 14 septembre dernier, a atteint 594 740 personnes au dernier jour de l'année 2014, soit une moyenne mensuelle de plus de 160 000 personnes, a souligné Larbi. La forte affluence des citoyens vers ce nouveau moyen de transport qui compte trois stations et qui

dessert, en 12 minutes seulement, une ligne de 2,9 km à une hauteur de plus de 360 mètres qui était «prévisible», eu égard à la forte concentration d'habitants dans cette région, a estimé le même responsable.

Le téléphérique Oued Koreiche-Bouzareah demeure actuellement le plus fréquenté par les citoyens, par rapport à ceux reliant Belouizdad-Diar el Mahçoul et Riadh el Fath-Jardin d'essai.

Près de 160 000 personnes ont également emprunté le téléphérique d'El Madania depuis septembre dernier, soit une moyenne mensuelle de 39 000 personnes, contre 234 900 pour celui de Riadh el Fath, soit 90000

usagers par mois. Concernant le téléphérique Oued Koreiche-Bouzareah, Boumediène a indiqué que ce dernier avait enregistré plusieurs arrêts depuis sa mise en service, les qualifiant d'«arrêts momentanés», souvent dus aux mauvaises conditions météorologiques.

Le mouvement de ce téléphérique était interrompu à chaque fois que la vitesse du vent atteignait les 70km/h, pour assurer la sécurité des usagers, a-t-il dit, soulignant que le dispositif observait d'autres arrêts en raison de travaux de maintenance et d'autres aspects techniques dont celui enregistré avant hier.

La ligne Oued Koreiche-Bouzareah compte 58 téléca-

bines réunissant toutes les conditions de sécurité. Elle est dotée d'un groupe électrogène pour parer à d'éventuelles pannes ou coupures d'électricité. Ayant nécessité une enveloppe de 2,5 milliards de dinars, ce projet dont la mise en service était prévue initialement en janvier puis en juillet dernier, a accusé un retard en raison de plusieurs problèmes liés aux travaux de réalisation notamment à l'expropriation des terrains, avait indiqué l'entreprise du métro d'Alger.

Le décret d'utilité publique n'a été publié qu'à la fin 2011, tandis que les travaux d'aménagement préliminaire ont été lancés en 2009. **Ghani Y.**

— Manifestations à In-Salah contre l'exploitation du gaz de schiste —

Les protestataires remis en liberté

■ Cinq manifestants, interpellés suite à l'intervention des gendarmes pour rouvrir la RN-1, bloquée par des protestataires contre l'exploitation du gaz de schiste, ont été remis en liberté samedi, a-t-on appris de responsables de la daïra d'In-Salah (700 km au nord du chef-lieu de wilaya de Tamanrasset).



Par Hani Y./APS

L'intervention des éléments de la gendarmerie a été enclenchée à la suite d'une tentative de deux individus, parmi les protestataires, de mettre le feu à deux camions-citerne sde transport de carburant, a expliqué la même source, soulignant que «le pire» a été évité grâce au professionnalisme des gendarmes. La remise en liberté de ces protestataires est intervenue à l'issue d'une rencontre de responsables de la gendarmerie

avec des représentants des protestataires, avec la condition pour ces derniers de ne plus recourir à la fermeture de la route, a-t-on précisé. Des dizaines de personnes ont bloqué la RN-1, de jeudi dernier jusqu'à samedi matin, à une dizaine de kilomètres d'In-Salah, sur le tronçon reliant cette ville à celle d'El-Menea (Ghardaïa), pour protester contre «l'exploitation du gaz de schiste» qui, selon la rumeur propagée, «causerait des maladies cancéreuses», a-t-on expliqué de même source. Selon des témoins oculaires, les pro-

testataires, arborant des banderoles sur lesquelles était écrit «Non à l'extraction du gaz de schiste», ont bloqué ainsi toute circulation, y compris des travailleurs de la zone pétrolière de «Hassi-Moumène», empêchés de rejoindre leur lieu de travail à 15 km au nord d'In-Salah. En parallèle à la fermeture de la RN-1, quelque 500 individus avaient observé un sit-in devant le siège de la daïra d'In-Salah, scandant des slogans refusant l'extraction du gaz de schiste qui, selon eux, aurait été entamée dans la zone de «Dehr Lahmar» à 130 km au

sud d'In-Salah. Des représentants des protestataires ont été reçus par le chef de daïra d'In-Salah à qui ils ont remis une lettre adressée aux hautes autorités et dans laquelle il est appelé à l'envoi d'experts dans la région pour expliquer aux citoyens l'impact et les répercussions de l'exploitation du gaz de schiste sur la région, a fait savoir la même source. Un sit-in pacifique avait été organisé mardi dernier, dans le même cadre, devant le siège de l'Assemblée populaire communale d'In-Salah. H.Y./APS

Intempéries à Constantine

Cinquante familles prises en charge par la DAS

Cinquante familles démunies, affectées par les dernières intempéries dans la wilaya de Constantine, ont été prises en charge par la direction de l'Action sociale (DAS), a indiqué, dimanche, un cadre de cette direction.

Des denrées alimentaires, des matelas et des couvertures ont été remis à ces familles résidant dans les communes d'Aïn Smara (30 foyers), Beni H'midene (15) et d'Ibn Badis (5), a précisé le responsable de communication de la DAS, Lamine Rehaïlia.

L'opération, qui vise en particulier les populations vivant en zones rurales, s'inscrit dans le cadre d'un programme de solidarité mis en œuvre pour toute la saison d'hiver, a ajouté le même responsable.

Un dispositif «exceptionnel» lié aux intempéries a été mis en place dans cette wilaya aussitôt après l'émission, il y a plusieurs jours, d'un bulletin météorologique spécial (BMS). Celui-ci se

compose notamment d'une cellule de veille chargée de coordonner les interventions en cas de chutes de neige, d'inondations ou de toute autre calamité naturelle.

M. Rehaïlia a déclaré que cette cellule, présidée par le directeur de l'Action sociale et comprenant des médecins, des psychologues, des éducateurs spécialisés et des assistants sociaux, est «chargée d'être à l'écoute des citoyens afin de leur apporter en temps réel l'assistance nécessaire».

Des moyens logistiques sont également mis à la disposition de cette cellule qui s'emploie actuellement à l'élaboration anticipée de «plans sanitaires et de sauvetage» dans les communes classées à risque, en prévision d'une autre dégradation des conditions atmosphériques, a ajouté le même responsable, faisant savoir que tous les centres et structures de l'action sociale sont dotés d'une «permanence habilitée à déclencher une mobi-

lisation rapide pour les besoins d'opérations d'hébergement des familles sinistrées».

Durant la saison hivernale, la mission des structures de l'action sociale ne se limite pas uniquement à l'hébergement des victimes des intempéries mais s'étend également à la prise en charge des san-abri, a-t-on souligné à la DAS.

L'ANP intervient pour désenclaver une mechta près de Aïn Beïda

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a réussi, dans l'après-midi de samedi, à rétablir l'accès à la mechta Boughouas, dans la daïra d'Aïn Beïda (Oum El Bouaghi), a-t-on appris, dimanche, auprès du secteur militaire opérationnel. Le détachement stationné dans la forêt d'Aïn Chedja, à proximité de la route nationale (RN) n° 10 (Oum El Bouaghi-Tébessa), non loin de

la commune de Rehia, a procédé à l'enlèvement des amoncellements de neige qui ont bloqué la voie carrossable et isolé cette mechta située près des limites administratives de la wilaya de Souk Ahras, a ajouté cette source.

Les éléments de l'ANP ont rouvert la route au moyen d'engins de travaux publics et profité de leur présence pour débloquer d'autres voies d'accès aux populations vivant dans différentes habitations dispersées dans cette zone, auxquelles ils ont remis des couvertures et des produits alimentaires de première nécessité, selon des officiers du secteur militaire. Par ailleurs, les volontaires du Croissant-Rouge algérien (CRA) activant dans la wilaya d'Oum El Bouaghi ont approvisionné les habitants de la mechta en question en denrées et en couvertures pour les aider à faire face à la situation difficile née de ces importantes intempéries, a-t-on constaté dimanche. Said F.

10 élus contestent «la gestion autoritaire» du maire L'APC d'Amizour bloquée

L'APC d'Amizour est en crise, bloquée depuis mercredi dernier. Cinq élus (4 indépendants issus des listes Crédibilité et El-Amel et 1 élu FFS) ont quitté les travaux de la session extraordinaire convoquée par le maire en vue de statuer sur les marchés publics et adopter les créances de consommation d'électricité et d'eau potable de l'APC. A travers leur geste, ils voulaient protester contre «le comportement unilatéral» du maire. Ils ont d'ailleurs décidé de boycotter cette session «quel que soit l'ordre du jour», comme nous le dira Saïd Bensalem, élu sur la liste indépendante «Crédibilité» et délégué à l'antenne administrative de Merdj Ouamane. «Nous sommes marginalisés et notre action a toujours été freinée par le maire, alors qu'il y a un élément qui fait la pluie et le beau temps au sein de notre APC et que le maire ne peut contredire», explique notre interlocuteur.

«Il ne s'agit pas de bloquer, mais d'imposer notre existence effacée au sein de cette APC, car toutes les décisions sont centralisées par le maire au point où de petits agents nous commandent, nous, élus du peuple», assène notre interlocuteur qui regrette ce comportement qui ne sert pas le développement de la commune. A noter que l'élu FFS qui a quitté la session n'est autre que Fateh Yahiaoui, vice-président au sein de cette Assemblée. Il a refusé de changer d'avis même après la médiation initiée par la section locale du FFS entre lui et le maire, comme il nous l'expliquera lui-même. «J'ai maintenu ma position pour contester la gestion autoritaire et en solo du maire, car j'estime que c'est la seule façon d'arrêter le massacre», lance-t-il. «Le maire gère l'APC à sa manière, sans concertation et avis des autres élus», ajoute-t-il, avant de poursuivre : «Nous avons décidé, mes camarades et moi, de voter contre l'ordre du jour et de bloquer l'APC pour exprimer notre mécontentement par rapport à tout cela». Avec cette nouvelle donne, l'opposition au sein de cette Assemblée a vu ses rangs se renforcer. Elle est forte avec ses 10 élus contre 9. Elle est devenue même majoritaire. Reste à savoir si les choses vont rentrer dans l'ordre prochainement ou pas. Chose peu probable, car des voix se sont élevées parmi cette nouvelle majorité pour demander «le remaniement de l'exécutif».

Hocine Cherfa

Matériaux de construction

La facture des importations en hausse

■ Les quantités du ciment importé ont connu une augmentation de plus de 28%, passant de 4,15 millions de tonnes à 5,32 millions de tonnes pour la même période de comparaison.

Par Tarek B.

Les importations des principaux matériaux de construction (ciments, bois et fer) ont atteint 2,95 milliards de dollars (mds usd) sur les 11 premiers mois de 2014, contre 2,79 mds usd à la même période de 2013, en hausse de 5,73%, a appris dimanche l'APS auprès des Douanes. Quant aux quantités importées de ces matériaux de construction, elles sont passées à 9,41 millions de tonnes entre janvier et fin novembre 2014, contre 8,15 millions de tonnes durant la même période de 2013, en augmentation de 15,5%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Le coût des importations des ciments (ciments de type portland, alumineux, hydrauliques...) a atteint près de 483 millions usd (contre 373,2 millions à la même période de 2013), en hausse de 23,4%. Les quantités du ciment importé ont connu une augmentation de plus de 28%, passant de 4,15 millions de tonnes à 5,32 millions de tonnes pour la même période de comparaison. Cette hausse est due, notamment, au lancement de différents chantiers dans le secteur du BTPH dont les nouveaux programmes du logement. Le Cnis a aussi relevé une augmentation en valeur et en quantité des importations du bois et une baisse de celles du fer et de l'acier durant les onze premiers mois de 2014. En effet, les importations du bois ont totalisé 771,51 millions usd (contre 657,85 millions usd), en hausse de près de 17,3%, relève le Cnis qui précise que les quantités importées ont également augmenté de 9,5% pour atteindre 1,385 million de tonnes. Malgré un recul de 3,4%, la facture des importations du fer et de l'acier reste la plus importante des matériaux de construction importés durant les 11 premiers mois de 2014, puisqu'elle en représente 57,6% avec un montant de 1,7 milliard usd contre 1,76 milliard usd à la même période en 2013. Les quantités importées de ces deux produits ont connu une légère baisse totalisant 2,706 millions de tonnes sur les 11 premiers mois de 2014 contre près de 2,74 millions de tonnes, soit une baisse de 1,17% durant la période de comparaison. Quelles mesures pour freiner cette hausse continue? Pour endiguer cette hausse effrénée d'importation des matériaux de construction, des actions ont été engagées visant à renforcer la production nationale et à orienter les entreprises de construction vers les produits fabriqués localement. C'est ainsi qu'ont été lancées des opérations de réalisation de nouvelles cimenteries et d'extension de celles existantes afin de combler un déficit de



Ph. : DK

plus de trois millions de tonnes/an dans un marché en pleine expansion. Estimée à 18 millions de tonnes/an, la production nationale de ciment est dominée par le secteur public, notamment par le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) qui produit plus de 11,5 millions de tonnes par an (environ 65% de la production totale), le reste étant assuré par le secteur privé. Le développement de la filière ciment figure parmi les priorités du gouvernement pour atteindre une production de 20 millions de tonnes/an à l'horizon 2016, et de 29 millions de tonnes en 2018. Alors que cette nette augmentation d'importation des matériaux de construction intervient dans

une conjoncture de forte baisse des cours mondiaux de pétrole, les pouvoirs publics ont, récemment, exigé des entreprises de construction d'utiliser les produits locaux. A cet effet, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a adressé récemment une circulaire aux différents responsables du secteur, visant essentiellement à promouvoir la production nationale et à réduire la facture d'importation des matériaux de construction qui sont déjà produits en Algérie. «La réduction des importations et la promotion des produits d'origine algérienne par l'application de la règle de la prévalence à la pro-

duction locale devrait être observée par les maîtres d'ouvrage délégués dans le cadre de la passation d'exécution des marchés publics conformément aux différentes instructions déjà données en ce sens», note la circulaire. La circulaire du ministère fait le constat que «des entreprises de réalisation, attributaires de projets de logement et d'équipements publics, continuent à utiliser des produits d'importation sans que les maîtres d'ouvrage ne fassent valoir des articles et des marchés exigeant l'utilisation des produits de fabrication nationale dès lors que le niveau de la qualité des exigences normatives est respecté». Dans le cadre de la mise en

application de cette circulaire, les maîtres d'ouvrage publics et les gestionnaires de projets, financés totalement ou partiellement par l'Etat, sont appelés à «contrôler systématiquement les produits de fabrication locale entrant dans les différents corps d'état de la construction, et ce, conformément aux dispositions contractuelles des marchés», selon le texte. En 2013 et par rapport à l'année précédente, les importations de l'Algérie des matériaux de construction avaient reculé de près de 2%, totalisant une facture de 2,98 milliards usd, malgré une hausse de plus de 20% des quantités qui ont atteint 8,66 millions de tonnes. T. B. /APS

En raison de la dégringolade des prix du pétrole

Les matières premières commencent mal l'année 2015

Les matières premières ont mal commencé l'année 2015, les prix toujours orientés à la baisse, une spirale alimentée par la dégringolade des prix du pétrole qui ont atteint des niveaux plus bas en cinq ans et demi et chuté de plus de 50% depuis la mi-juin. Le pétrole a fini sa première séance de 2015 en baisse à New York, après une semaine instable qui a finalement vu ressurgir les préoccupations sur l'excès d'offre et les risques sur la demande mondiale. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a terminé à 56,42 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), contre 60,37 dollars une semaine plus tôt. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a fini à 52,69 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 56,12 dollars le vendredi précédent. Les prix du cacao et du café ont fini en baisse, gênés par des bonnes prévisions de récoltes, dans un marché peu actif à cause des fêtes de fin d'année. Le sucre a, quant à lui, connu une semaine assez stable avant d'atteindre vendredi son plus bas niveau depuis avril 2009, à 380,60 dollars la tonne sur le Liffe de Londres. Le cours du sucre à New York est lui aussi tombé vendredi à son plus bas niveau depuis fin septembre. Le marché du sucre reste plombé par une offre mondiale surabondante qui devrait continuer à lester les prix en 2015. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livrai-

son en mars valait 380,60 dollars, contre 391,90 dollars le mercredi 24 décembre. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en mars valait 14,25 cents, contre 14,81 cents neuf jours auparavant. Du côté du café, la pluie au Brésil, de bon augure pour les récoltes, plombait les cours sur le Liffe de Londres et à New York. Grevés par une offre pléthorique en 2013, les cours du café avaient bondi au printemps 2014 après une sécheresse exceptionnelle au Brésil en janvier et février. Mais depuis mai le retour des pluies au Brésil - synonyme d'une meilleure récolte - combinée à un réal affaibli face au dollar ont pesé sur les cours. Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en mars valait 1 871 dollars vendredi, contre 1 893 dollars mercredi 24 décembre. Sur le ICE Futures US de New York, la livre d'Arabica pour livraison en mars valait 161,30 cents, contre 171,85 cents neuf jours auparavant. Les cours du cacao ont reculé à cause de prises de bénéfices, après s'être stabilisés la semaine dernière, alors que les volumes d'échanges restaient faibles. Les prix du cacao coté à Londres et à New York ont atteint leurs plus bas niveau depuis la mi-décembre. Les perspectives de bonnes récoltes en Afrique de l'Ouest pourraient peser sur les cours à moyen terme, car l'offre de cacao pourrait passer d'un déficit à un petit surplus. A Londres, la tonne de Cacao pour livraison en mai valait 1 977 livres ster-

ling, contre 1 996 livres sterling mercredi 24 décembre, mais pour livraison en mars. A New York, la tonne pour livraison en mars valait 2 915 dollars, contre 2 978 dollars neuf jours plus tôt. Les prix du blé ont nettement reculé à Chicago au cours des quatre dernières séances, pâtissant d'un manque de compétitivité à l'échelle mondiale, le soja et le maïs se voyant menacés par une production sud-américaine très abondante. La semaine a été écourtée par la fermeture des marchés financiers jeudi en célébration du Nouvel An. Les volumes d'échanges se sont avérés particulièrement bas. Le boisseau de blé pour la même échéance, le contrat le plus actif en ce moment, a terminé à 5,8125 dollars contre 6,1075 dollars en fin de semaine dernière (-4,83%). Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars, le plus échangé, a fini vendredi à 3,9575 dollars contre 4,1475 dollars vendredi dernier (-4,58%). Le boisseau de soja pour livraison en mars, désormais le contrat le plus échangé, a clôturé à 10,0750 dollars contre 10,5400 dollars il y a une semaine (-4,41%). L'or a terminé la semaine en baisse sous la pression d'un dollar fort, malgré une brève tentative de rebond suite au résultat de l'élection présidentielle en Grèce. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1 172 dollars vendredi, contre 1 177 dollars le mercredi précédent.

R. E.

Bouira

Afflux de visiteurs sur la station de Tikjda

■ Depuis les importantes chutes de neige qu'a connues récemment tout le nord du pays, dont le Djurdjura, des touristes locaux et étrangers ne cessent d'affluer par dizaines et en famille sur cette région montagneuse pour passer leurs week-ends.

Par Rafik D./APS

La station climatique de Tikjda, située sur les hauteurs du Djurdjura, à une trentaine de km au nord-est de Bouira, continue d'enregistrer, depuis quelques jours, d'incessantes ruées de visiteurs venus des quatre coins de la région ainsi que d'autres wilayas du pays, pour admirer les paysages féériques et la blancheur immaculée de la neige qui couvre le site depuis plusieurs semaines.

Depuis les importantes chutes de neige qu'a connues récemment tout le nord du pays, dont le Djurdjura, des touristes locaux et étrangers ne cessent d'affluer par dizaines et en famille sur cette région montagneuse pour passer leurs week-ends et oublier la fatigue et le stress du

travail.

Une ambiance bon enfant régnait déjà depuis quelques jours en toute sécurité dans ce site, où la joie des enfants, des jeunes et des moins jeunes, a brisé tout le silence et la tranquillité qui caractérisent cette région montagneuse.

«Les visiteurs viennent chaque fin de semaine, et parfois durant les jours de semaine, pour découvrir la splendeur de ce site, dont la beauté est rehaussée par la présence de cèdres millénaires et une flore et faune qui n'ont pas encore livré tous leurs secrets», a expliqué le directeur du Centre national des sports et de loisirs de Tikjda (Cnslt), Meziane Smaïl. Par rapport aux périodes précédentes, le nombre de visiteurs «a augmenté ces jours-ci à cause de la neige



Ph. DR

qui couvre Tikjda», a tenu à préciser M. Meziane. Depuis jeudi dernier, ce majestueux site touristique a reçu un nombre record de touristes, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, en quête de loisir, de repos et de tranquillité et surtout des beaux paysages qu'of-fre Tikjda en cette saison hivernale, a-t-on constaté. «Nous sommes venus ici trois fois en une semaine pour admirer la beauté de la nature et oublier un peu le bruit de la ville», a confié Ryad, un père de famille venu de la wilaya voisine de Bejaïa. Des

centaines d'autres touristes, notamment des familles, viennent aussi des wilayas de Bordj Bou-Arréridj, M'sila et Boumerdes pour profiter de la neige et de ces journées ensoleillées avant la fin des vacances scolaires. Malgré l'absence de certaines structures d'accompagnement dans cette région touristique, certains visiteurs, approchés par l'APS dans la matinée de samedi, n'ont pas caché leur joie et contentement d'avoir visité la station climatique de Tikjda.

R. D./APS

Laghouat

Près de 27 000 aides à l'habitat rural accordées

La wilaya de Laghouat a bénéficié, l'année écoulée, de près de 27 000 aides à l'habitat rural, destinées tant aux constructions rurales que pour les lots sociaux, a-t-on appris des services de la wilaya.

Ces aides ont touché l'ensemble des communes de la wilaya, avec 14 318 aides destinées à l'habitat rural et 12 300 lots de terrain dans le cadre des lotissements sociaux, a-t-on signalé.

Les aides à l'habitat rural ont été attribuées à leurs bénéficiaires, en attendant la

distribution des lots créés dans le cadre des lotissements sociaux, dont 3 500 lots au chef-lieu de wilaya et 3 000 autres dans la commune d'Aflou, selon la même source.

Concernant le logement de type social locatif (LSL), la wilaya a bénéficié de 16 400 unités, dont 14 800 sont en cours de construction, sachant qu'un quota de 2 000 unités à Laghouat, 1 000 à Aflou et 400 autres à Bellil (Hassi-R'mel) seront pré-affectés prochainement à leurs bénéficiaires, a-t-on fait savoir.

Pour ce qui est du logement retenu dans le cadre du programme de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), les travaux de 1 000 unités seront prochainement lancés à Laghouat et 200 autres à Aflou, a-t-on ajouté.

Pour le logement promotionnel public, la liste de 240 logements, sur un total de 1 000 unités pour wilaya, a été avalisée et se trouve en phase du choix des entreprises de réalisation.

Larbi O.

Naâma

L'étude technique du dédoublement de la RN 6 finalisée

L'étude technique de la seconde tranche de 161 km du projet de dédoublement de voies sur la RN-6, sur le territoire de la wilaya de Naâma, a été finalisée, a-t-on appris auprès de la direction locale des travaux publics (DTP). Cette tranche fait partie d'un projet de réalisation d'une voie rapide traversant le territoire de la wilaya de Naâma sur 273 km et reliant les régions du nord à celles du sud-ouest du pays, vers notamment les wilayas de Béchar, Adrar et Tindouf, a précisé le chef de service de développement des structures de base à la DTP.

Selon Habib Semghouni, cette étude, pour laquelle a été consacrée une enveloppe de 30 millions DA, sera ponctuée par le lancement d'un appel d'offres pour le parachèvement, au titre du programme sectoriel de 2015, du reste à réaliser du pro-

jet. Les travaux de réalisation de la première tranche du projet, inscrite au titre du programme de soutien à la relance économique de 2012 pour un coût de 4,07 milliards DA, ont atteint un taux d'avancement de 89%, a-t-on indiqué à la DTP. Ce projet, devant être réceptionné au premier semestre de 2014, a accusé un retard du fait de plusieurs

contraintes liées notamment au non-achèvement de travaux d'accompagnement, dont les ouvrages d'art, carrefours, intersections, et bretelles, du fait de la révision à la hausse du financement du projet induite par les travaux d'accotements de sécurité, de signalisation et d'installation de lignes électriques et de pose de fibre optique, outre les

autres raisons d'ordre naturel, dont les intempéries. Le projet, qui génère 280 emplois, a été confié pour sa réalisation à 11 entreprises, trois laboratoires de contrôle technique. Il prévoit la réalisation de onze ouvrages d'art, quatre ponts, neuf intersections et un carrefour giratoire, a-t-on expliqué.

Farid B.

Batna

Mise en service d'un réseau de distribution de gaz

Une seconde ligne d'approvisionnement en gaz naturel des communes montagneuses de Bouzina et d'Arris (Batna) a été mise en service, a-t-on appris samedi auprès d'un cadre de la direction de distribution de Batna.

Mise en service mardi, au plus fort des intempéries qui ont affecté l'est du pays, cette ligne dite de «bouclage» s'inscrit dans le cadre d'une action de renforcement pilotée par la Société algérienne de gestion du réseau de transport gaz (GRTG), filiale de la Sonelgaz, a indiqué Nouri Bouziane, chargé

de la communication. L'opération a été motivée par le fait qu'il s'agit de deux régions des Aurès situées en altitude et où l'hiver est particulièrement rigoureux, a encore indiqué le même responsable.

Le centre de distribution de gaz de Bouzina dessert 2 667 abonnés au moyen d'un réseau de 138 km tandis que celui d'Arris compte 5 570 abonnés alimentés via un réseau de 97 km, a précisé la même source.

Nawel H.

Naâma

Réouverture prochaine du pont d'El-Alga

LE PONT d'El-Alga, dans la commune de Moghrar (120 km au sud de Naâma), en cours de reconstruction, sera rouvert dans les prochains jours à la circulation, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya des travaux publics. L'ouvrage s'était partiellement effondré suite aux inondations qui ont touché dernièrement certaines régions de la wilaya, et a aussitôt bénéficié de travaux de reconstruction d'urgence, au vu de son importance stratégique.

Le pont, qui est situé sur la RN6 au point kilométrique PK 434, reliant le nord et le sud de la wilaya, devra être réceptionné le 15 janvier courant, ont révélé les responsables du secteur. Des entreprises spécialisées dans les grands ouvrages d'art, opérant actuellement au niveau des chantiers de dédoublement de voies dans la wilaya de Naâma, ont été chargées, avec un montage financier DTP-wilaya, d'enlever toutes les stigmates des inondations laissées sur le réseau routier par les crues des oueds. a-t-on ajouté.

Les inondations du mois de décembre dernier ont causé des fissurations sur les accotements de routes et les structures d'évacuation des eaux fluviales, au niveau de grands axes routiers de la wilaya, à l'instar du pont d'El-Alga dont la détérioration de certaines de ses parties a engendré l'arrêt de la circulation et nécessité l'ouverture, temporairement, d'une déviation pour assurer la reprise de la circulation sur cet axe routier, selon la même source.

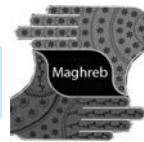
Kader T.

TISSEMSILT

Un lot de 25 240 pétards saisis

UN LOT de 25 240 pétards a été saisi dernièrement à Tissemsilt, dans le cadre d'une opération de lutte contre la commercialisation et l'usage de ces produits dangereux, a indiqué la sûreté de wilaya.

Dangereux en raison de leur charge explosive, ces articles ont été saisis mercredi dernier au chef-lieu de wilaya, a-t-on précisé de même source dans un communiqué transmis à l'APS. Quatre personnes impliquées dans cette affaire seront poursuivies en justice, a-t-on signalé, rappelant que cette opération s'inscrit dans le cadre du plan sécuritaire élaboré par la SW de Tissemsilt durant la célébration du nouvel an et du Mawlid Ennabaoui. R.R.



Libye

20 chrétiens égyptiens enlevés par des islamistes

■ Les circonstances dans lesquelles ces 20 personnes ont été enlevées n'étaient pas claires dans l'immédiat, ni leur identité. Une source a assuré qu'il s'agissait de coptes, une minorité chrétienne qui constitue 10% de la population de l'Égypte voisine.

Par Souad F.

Vingt chrétiens coptes égyptiens ont été enlevés ces derniers jours à Syrte, dans le centre de la Libye, a-t-on appris auprès d'une source proche du gouvernement reconnu par la communauté internationale, attribuant ces rapt à des miliciens islamistes. Treize d'entre eux ont été enlevés samedi et sept autres dans les jours précédents, a précisé cette source, mettant en cause la milice islamiste Ansar Asharia, classée organisation terroriste par l'ONU.

Les circonstances dans lesquelles ces 20 personnes ont été enlevées n'étaient pas claires dans l'immédiat, ni leur identité, mais la même source a assuré qu'il s'agissait de coptes, une minorité chrétienne qui constitue 10% de la population de l'Égypte voisine.

La situation en Libye, plongée dans le chaos depuis la chute de

Mouammar Kaddafi en 2011, suscite les craintes de la communauté internationale, que le ministre de la Défense français, Jean-Yves Le Drian, a récemment appelé à se «mobiliser» pour y empêcher le développement d'un «sanctuaire» jihadiste. Plusieurs coptes égyptiens et d'autres étrangers de confession chrétienne ont déjà été victimes d'enlèvements et d'assassinats dans ce pays, où travaillent des dizaines de milliers d'Égyptiens, notamment dans les secteurs de la construction et de l'artisanat. Un médecin égyptien et son épouse, tous deux coptes, ont notamment été assassinés à Syrte le 23 décembre. Leur fille de 13 ans, enlevée par les assaillants, avait été retrouvée morte deux jours plus tard. Ville côtière située à 500 km à l'est de la capitale Tripoli, Syrte est sous le contrôle de groupes armés, principalement les islamistes d'Ansar Asharia mais aussi la coalition Fajr Libya, qui regroupe



Ph. : DR

notamment des milices islamistes et qui a pris Tripoli en août. En novembre, l'ONU a classé Ansar Asharia à Benghazi et Derna (Est) comme des organisations terroristes en raison de leurs liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

Livrée aux milices, la Libye est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un proche de Fajr Libya et l'autre reconnu par la communauté internationale, siégeant à

Tobrouk, près de la frontière égyptienne. Il y a une semaine, l'armée libyenne a mené pour la première fois des raids aériens contre des positions islamistes à Misrata, d'où sont originaires la plupart des miliciens de Fajr Libya. Cette ville a de nouveau été la cible de frappes aériennes samedi, selon des sources militaires qui n'ont pas fait état de victimes. Selon la source proche du gouvernement, 15 soldats libyens ont par ailleurs été tués par balle

ou à l'arme blanche à Sokna, à 180 km au sud-est de Tripoli, par des hommes armés proches de l'organisation Etat islamique (EI). Plus à l'est, à Benghazi, la deuxième ville du pays, des habitants ont affirmé souffrir de pénuries d'électricité, d'eau et de carburant depuis mercredi.

La dégradation de la situation sécuritaire en Libye inquiète ses voisins, dont l'Égypte, et plusieurs voix se sont récemment élevées pour dénoncer une situation qui pourrait avoir des conséquences au-delà des frontières libyennes.

En déplacement cette semaine dans le nord du Niger, Jean-Yves Le Drian a ainsi évoqué «la résurgence (en Libye) d'un sanctuaire terroriste dans l'environnement immédiat du continent européen». «Rester passif face au développement d'un tel foyer de terrorisme au cœur de la Méditerranée» constituerait «une erreur profonde», a-t-il ajouté, insistant sur la nécessité d'une solution politique alors que la mission de l'ONU en Libye (Unsmil) cherche à réunir aujourd'hui les protagonistes de la crise pour une réunion de dialogue. Cinq Etats du Sahel ont pour leur part réclamé le mois dernier une intervention internationale en Libye, arguant des menaces sur la stabilité de leur région.

Lamia K.

S.F./Agences

Tunisie

Le prochain Chef du gouvernement annoncé au cours de la semaine

Le prochain Chef du gouvernement sera annoncé, tout au plus, au cours de la semaine, et ce, en conformité avec les dispositions du texte de la Constitution, a indiqué l'élu du Mouvement Nidaa Tounès à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Mondher Belhaj Ali. S'exprimant en marge de la conférence du groupe parlementaire du Mouvement Nidaa Tounès, tenue à Hammamet, Belhaj Ali a expliqué que les assises d'aujourd'hui seront axées sur le plan d'action du gouvernement, notamment ses programmes urgents et prioritaires pour les 100 premiers jours ainsi que sur son programme d'action à moyen terme. Il a ajouté que la réunion du groupe parlementaire planchera également sur la personnalité proposée pour occuper le poste de Chef du gouvernement ainsi que sur les éventuelles alliances parle-

mentaires qui, a-t-il estimé, devraient être un «facteur de stabilité et de réussite». En réponse aux rumeurs sur l'éventuelle attribution de deux portefeuilles ministériels au Mouvement Ennahdha, Mondher Belhaj Ali a dit que «ce genre de rumeurs ne sont que des ballons d'essai», estimant que le plus important est l'intérêt de la Tunisie et non les parties constituant le prochain gouvernement. Pour sa part, le secrétaire général de Nidaa Tounès, parti vainqueur des élections législatives et qui est chargé de la constitution du prochain gouvernement, a ajouté, dans une déclaration, que les négociations avec les partis ayant soutenu Nidaa Tounès portent sur la forme et le programme du gouvernement, mais non sur le nom de celui qui sera chargé de le conduire. M. Baccouche laisse ainsi entendre que son parti compte assumer seul la responsabilité

du choix du nouveau Premier ministre et ne pas ouvrir la porte des discussions avec les autres partis sur les noms des personnalités susceptibles d'occuper le poste... porte qu'il aurait du mal à refermer. Reste que le temps presse et que le président de la République, Béji Caïd Essebsi, qui a pris ses fonctions le 31 décembre 2014, a encore jusqu'à aujourd'hui 5 janvier, délai constitutionnel, pour annoncer le nom de l'oiseau rare. Ce que l'on sait, pour le moment, c'est que le prochain Chef du gouvernement ne sera pas issu de Nidaa Tounès et qu'il sera une personnalité indépendante. Cette perspective est loin de faire l'unanimité au sein de la formation de M. Caïd Essebsi, car elle prive certains dirigeants de ce parti de la possibilité d'assumer cette haute responsabilité.

Lamia K.

Sahara occidental

Face au renforcement de la solidarité internationale, un Maroc acculé

L'année 2014 a été celle du renforcement de la solidarité internationale en faveur de la cause sahraouie, illustrée par la multiplication de la reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination en même temps que les condamnations de l'occupation illégale de ce territoire par le Maroc acculé, par ailleurs, en raison de ses pratiques répressives. Un énième appel pour une solidarité internationale active en faveur de la cause sahraouie a été lancé depuis Alger à l'occasion de la 5^e Conférence internationale sur «Le droit des peuples à l'autodétermination : le cas du peuple sahraoui», tenue les 13 et 14 décembre derniers. Des parlementaires, militants des droits de l'homme, représentants d'Organisations non

gouvernementales (ONG), de médias, d'associations, etc., ont tenu à «réaffirmer» à l'issue des travaux de cette rencontre, la «légitimité» de la lutte du peuple sahraoui et de son droit à la «résistance». Dans une déclaration finale, les participants à cette rencontre avaient interpellé l'Organisation des Nations unies afin de mettre en œuvre ses propres résolutions ainsi que le plan de paix stipulant une solution «définitive» au conflit à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination, dont le processus a été enterré par le Maroc. A l'instar des précédentes éditions, la 5^e Conférence d'Alger a été marquée par une large participation étrangère, représentant l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, renforçant ainsi la mobilisation de la com-

munité internationale en faveur d'un règlement «juste» pour le dernier cas de décolonisation dans le continent noir. Cette mobilisation s'est par ailleurs exprimée tout au long de l'année à travers les multiples déclarations reconnaissant la légitimité de la cause sahraouie, une des plus récentes étant celle du gouvernement britannique, exprimée par le sous-secrétaire d'Etat parlementaire des Affaires étrangères, Tobias Ellwood. Interpellé par des députés du Parlement, il a affirmé, outre l'appui au principe d'autodétermination des Sahraouis, mais aussi que Londres «traitait avec le Maroc sur la base des frontières reconnues à l'échelle internationale», et qu'elle prônait une solution «négociée» qui consacre l'autodétermination

des Sahraouis. La position de la communauté internationale vis-à-vis de ce conflit a, en outre, été rappelée lors de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), organisée en novembre dernier en Espagne. Outre l'appui à une solution dans le cadre de la «légalité onusienne», les animateurs de cette rencontre avaient exhorté la communauté internationale à adopter une politique «cohérente» vis-à-vis de la question sahraouie et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. La position ouvertement pro marocaine de la France et celle, plus ambiguë de l'Espagne, ont été dénoncées lors de la conférence de Madrid.

N.T./APS



AirAsia

Le crash peut être causé par du givre, d'autres corps repêchés

■ La météo a été le «facteur déclenchant» de la chute en Indonésie de l'avion d'AirAsia dont les moteurs ont peut-être été endommagés par du givre, a indiqué l'Agence météorologique nationale, alors que quatre nouveaux corps ont été repêchés hier en dépit de hautes vagues.

Par Ali.O

Les importantes recherches entreprises pour repêcher des corps et retrouver l'épave de l'Airbus A320-200 qui s'est abîmé en mer de Java le 28 décembre, avec 162 personnes à bord, sont entrées dans leur deuxième semaine et étaient à nouveau perturbées par des conditions météorologiques difficiles.

Des équipes de recherches parmi lesquelles deux enquêteurs français utilisant des hydrophones en vue de localiser les balises acoustiques des deux enregistreurs de vol s'efforcent de retrouver les boîtes noires, cruciales pour déterminer les causes de l'accident de l'avion qui s'est trouvé face à des nuages très menaçants peu après son décollage de la ville indonésienne de Surabaya pour Singapour.

«Sur la base des données disponibles sur la localisation du dernier contact avec l'avion, la météo a été le facteur déclenchant de l'accident», a indiqué l'Agence météorologique indonésienne dans un rapport sur son site, se basant sur des images satellites infra-rouges



montrant des nuages où la température atteignait alors de -80 à -85 degrés.

«Le phénomène météo le plus probable était du givrage qui peut endommager les moteurs en raison d'un processus de refroidissement. Il s'agit simplement d'une des éventualités,

basée sur l'analyse des données météorologiques existantes», souligne le rapport.

Il n'a pas été mentionné pourquoi d'autres avions empruntant des couloirs de vol similaires n'étaient pas affectés par la météo, tandis que des experts estiment que les informations sont insuffisantes pour le moment pour expliquer la catastrophe.

«Ce n'est pas pertinent d'avancer une hypothèse sur la cause de l'accident alors que nous n'avons pas encore retrouvé les boîtes noires», a déclaré à l'AFP Chappy Hakim, ancien commandant de l'armée de l'air.

Le pilote de l'avion d'AirAsia avait demandé à prendre de l'altitude pour éviter des nuages très menaçants, mais n'avait pas

reçu le feu vert immédiat du contrôle aérien en raison d'un trafic trop important dans ce couloir aérien très fréquenté. L'avion avait disparu des écrans radars peu après. Cinq grandes parties de l'appareil ont été retrouvées au large de l'île de Bornéo, mais des conditions météo très difficiles au cours de la semaine écoulée ont freiné les recherches auxquelles participent également les États-Unis et la Russie.

Au cours d'un moment de répit dans un ciel très chargé hier, des plongeurs sont descendus dans la matinée au fond de la mer, à une trentaine de mètres, où se trouve la plus grande partie de l'épave, et ils ont repêché de nouveaux corps, portant à 34 le nombre de cadavres retrouvés jusqu'ici.

Les plongeurs ont «réussi à aller au fond mais la visibilité (...) est nulle, il faisait noir et le fond était boueux, avec des courants de trois à cinq noeuds», a déclaré le directeur de l'Agence indonésienne de recherches et de secours, Bambang Soelistyo, ajoutant que de fortes pluies et de hautes vagues continuaient de freiner les opérations.

«Pour cette raison, les opérations de plongée doivent être temporairement suspendues. Nous allons essayer de déployer un ROV (véhicule sous-marin téléguidé)», a-t-il dit.

Les recherches, concentrées sur une zone de la mer au sud-ouest de la ville de Pangkalan Bun, ont été étendues vers l'est car des parties de l'avion pourraient avoir été emportées par des courants, a observé Soelistyo. La priorité des équipes en mer est de retrouver les corps des voyageurs à bord de l'avion, où se trouvaient 155 Indonésiens, le copilote français Rémi Plesel, un Britannique, trois Sud-Coréens, un Singapourien et un Malaisien.

Par ailleurs, les autorités indonésiennes vont enquêter sur des «infractions» commises par la compagnie AirAsia qu'elles soupçonnent d'avoir fait emprunter sans autorisation un couloir aérien à l'avion. Mais les autorités de l'aviation civile de Singapour ont indiqué qu'AirAsia Indonesia avait reçu la permission d'effectuer le vol. Une autorisation des deux côtés est nécessaire.

Des familles de victimes se préparaient à de nouvelles inhumations à Surabaya, où un centre de crise a été mis en place pour procéder à l'identification des corps. A. O.



Points chauds

Investiture

Par Fouzia Mahmoudi

Si la longue bataille pour les primaires de 2016 semble avoir doucement commencé, les principaux intéressés, Sarkozy et Juppé, restent encore généralement discrets à ce sujet préférant discuter du refondement de leur parti. Pourtant, de temps à autre une petite phrase est lancée pour rappeler que malgré tout 2017 reste dans tous les esprits. Ainsi, l'ex-Premier ministre Alain Juppé, candidat à la primaire de droite pour 2017 et favori des sondages, assure qu'il n'est «pas du genre à lâcher l'affaire» et qu'il «finit toujours ce qu'il a commencé». «Je connais les angles d'attaque contre moi. Franchement, ça n'ira pas loin. D'abord, il y a l'âge, mais on reconnaîtra vite que j'ai aussi l'avantage de ce prétendu handicap: l'expérience», déclare le maire UMP de Bordeaux. Il ironise aussi sur ceux qui s'interrogent sur «(sa) détermination et (sa) capacité à tenir le choc jusqu'au bout». «Si vous étudiez de près mon parcours, vous vérifieriez que je ne suis pas du genre à lâcher l'affaire: je finis toujours ce que j'ai commencé», prévient-il. Et de rappeler que, «sur vingt campagnes électorales», il n'en a «perdu que deux». Sa candidature à la primaire déclarée dès le 20 août dernier, peu avant l'annonce du retour de Nicolas Sarkozy? «J'avais une fenêtre de tir. Je ne pouvais la laisser passer», explique-t-il. «Évidemment», il «réfléchit» déjà à ce qu'il engagerait s'il était élu en 2017. Si c'est lui qui remporte la primaire, il «axera (sa) campagne sur huit à douze grandes réformes pour avoir un vrai mandat». «Au niveau national, esquisse-t-il, il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes, de droite comme de gauche, qui n'ont rien compris au monde». «Moi, je rassemble», proclame Alain Juppé, comme pour mieux se démarquer de Nicolas Sarkozy. «Nous ne réussissons que si nous parvenons à réunir les deux France. Il y a celle qui éprouve un sentiment d'invasion et vit dans le ressentiment. Contre les musulmans, contre les riches, contre les pauvres (...) Et puis il y a l'autre France, j'allais dire silencieuse: celle de l'entrepreneuriat, de l'engagement, du bénévolat, avec tous ces jeunes qui sont comme des poissons dans l'eau dans la mondialisation», analyse-t-il. Reste à savoir si ces deux France, évoquée par Juppé sont prêtes à fusionner ou si au contraire l'une s'apprête à voter pour le FN tandis que l'autre excellera une fois encore dans l'abstention. Car si les chances de Juppé de remporter l'investiture de son parti sont grandes cela ne signifie pas qu'il remportera automatiquement le scrutin de 2017. F. M.

Iran

Le président Rohani plaide pour la fin de l'isolement économique

Le président iranien Hassan Rohani a déclaré hier lors d'un discours télévisé que l'Iran ne pouvait pas se développer dans l'isolement et que les investisseurs étrangers ne devaient pas être vus comme une menace.

«Le pays ne peut pas se développer dans l'isolement. Mais cela ne signifie pas que nous devons renoncer à nos principes et idéaux», a déclaré Rohani, un modéré qui plaide pour un rapprochement avec l'Occident au contraire de certains ultraconservateurs iraniens.

Pour le président iranien, la République islamique, qui souffre en ce moment des sanctions internationales liées au dossier nucléaire et de la chute des prix du pétrole, doit renforcer son économie afin qu'elle soit moins vulnérable au contexte international. Et «le renforcement de

l'économie» passe selon lui par des relations plus étroites avec le monde extérieur, notamment par la présence d'«investisseurs étrangers».

«L'époque où on disait que la présence d'investisseurs étrangers menaçait l'indépendance du pays est révolue. aujourd'hui c'est le contraire», a-t-il affirmé.

Il a également ajouté que «le renforcement de l'économie (...) permettra de négocier plus facilement avec les pays étrangers».

Le président Rohani a d'ailleurs de nouveau défendu hier les discussions menées depuis plus d'un an avec les grandes puissances pour régler le dossier du nucléaire iranien, qui empoisonne les relations internationales.

«Personne ne négocie sur les principes (...) Les négociations consistent à établir un pont entre leurs demandes et nos

demandes», a-t-il dit. «Nos principes ne sont pas liés aux centrifugeuses mais à notre détermination» à défendre le programme nucléaire de l'Iran. Téhéran, qui revendique son droit à une filière nucléaire civile complète, rechigne notamment à réduire le nombre de ses centrifugeuses, comme le réclame le groupe 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne).

La République islamique et les grandes puissances se retrouvent le 15 janvier pour une nouvelle étape des négociations, lancées en novembre 2013 et qui doivent aboutir à une levée des sanctions internationales en échange de la réduction par Téhéran de ses capacités nucléaires, en particulier d'enrichissement d'uranium, à un niveau qui l'empêchera de se doter de l'arme atomique.



Des œuvres artisanales exposées au Centre culturel Mustapha-Kateb

«Voilà mon cadeau, fait par mes mains»

Le hall du Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger est garni, depuis plus de quinze jours, d'œuvres artisanales de toutes dimensions. Cette exposition, intitulée «Voilà mon cadeau, fait par mes mains», se veut une occasion pour assurer des cadeaux pour le nouvel an aux admirateurs des œuvres artistiques. De la poterie, du dessin sur céramique et sur verre ainsi que du linge de maison, sont disponibles à des prix qui varient entre l'«abordable» et le «cher», selon les visiteurs.

Par Abia Selles

La célébration du nouvel an se poursuit à Alger sous différentes formes. Le Centre culturel Mustapha-Kateb de l'établissement Arts et Culture a choisi, cette fois-ci, d'assurer des cadeaux à ses visiteurs. Il s'agit d'une exposition d'œuvres artisanales qui garnit le hall de l'établissement depuis le début du mois de décembre dernier. Cette exposition se poursuit au bonheur des admirateurs d'objets artistiques qui viennent quotidiennement pour acquérir des cadeaux. Un choix large est assuré par les dix exposants représentant différents métiers.

En effet, des objets de différentes dimensions sont exposés au public. Des œuvres en céra-

mique, dessin sur verre, sur bois ainsi que de la broderie, des boules magiques et des habits traditionnels décorent la salle d'exposition, laissant le public émerveillé par le talent des artisans.

Les artisans sont satisfaits du rendement de cette exposition. «Le public a démontré un grand intérêt à nos produits et nous avons une recette satisfaisante chaque fin de journée», déclare un artisan en céramique.

«J'ai participé à d'autres expositions mais celle-ci m'a permis de montrer mes œuvres à un grand nombre de personnes qui y ont porté un grand intérêt», ajoute une dame qui fait de la peinture sur verre et sur bois.

Quant aux prix, les avis des visiteurs divergent. Il y a ceux qui



Ph. Mehdi B.

ont estimé les prix abordables, et ceux qui ont regretté la cherté des produits exposés. «J'ai beaucoup adoré cette exposition. Il y a plein de choses jolies qui peuvent être offertes à l'occasion du nouvel an. Même les prix sont à la portée de tout le monde», a indiqué une jeune fille. Farida, mère de famille, trouve que «l'avantage dans cette exposition est la disponibilité du choix. Cependant, il y a une exagération dans les prix. Un plateau en bois à 4 000 DA, je trouve cela

très cher».

A ce propos, les artisans confirment que la cherté des matières premières est à l'origine du coût élevé du produit final. «Il y a des matières qu'on trouve difficilement et qui sont très chères, c'est pour cela que l'œuvre artisanale n'est pas souvent à la portée de tous. Le client n'est malheureusement pas au courant de ce détail», a déclaré un artisan de bijoux en corail.

A.S.

Salon national de l'artisanat à Oran

Une recette record

Le Salon national de l'artisanat, qui a pris fin samedi à Oran, a enregistré des ventes de plus de 50 millions DA, a-t-on appris du directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers.

«Les recettes générées par les produits artisanaux vendus lors de ce salon sont importantes, ce qui prouve le succès du salon», a souligné Khalid Tahraoui à la presse, en marge de la cérémonie de clôture de cette manifestation organisée au Centre des conventions «Mohamed-Benahmed».

La date d'organisation de ce rendez-vous

de neuf jours, coïncidant avec les vacances scolaires d'hiver, le jour de l'an et le Mawlid Ennabaoui, a contribué à la réussite de ce salon, a indiqué le même responsable.

La manière d'exposer les produits artisanaux à l'intérieur de vitrines de stands, la diversité et la qualité des produits, surtout les prix de vente «raisonnables» ont aussi incité les visiteurs à acquérir des produits, a soutenu un inspecteur de l'artisanat de la direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran.

Les produits traditionnels confectionnés à

partir du bois, du cuivre, de la céramique et de la poterie, les tapis, les bijoux en argent, les dattes, les figues sèches et le savon traditionnel, sont les denrées les plus vendues au cours de ce salon, a fait savoir un organisateur.

Un fabricant de céramique du centre du pays a affirmé que cette manifestation a été une occasion pour commercialiser ses produits et répondre à la demande des entreprises publiques et privées.

F.H.

Archéologie

Des fouilles en cours sur le site du tombeau de Tin Hinan

Des fouilles archéologiques autour du monument funéraire de la reine touareg Tin Hinan, un tombeau datant du 4^e siècle, sont en cours à Abalessa (80 km de Tamanrasset), a-t-on constaté.

Lancées en décembre 2014 par le Centre national de recherche archéologique (Cnra) en partenariat avec l'Office national du parc culturel de l'Ahaggar (Onpca), ces fouilles archéologiques se concentrent sur «les remblaiements issus de l'intérieur et des parois du monument et amassés autour du tombeau», a expliqué à la presse le directeur du Cnra, Farid Ighilahriz.

Le directeur du Cnra a indiqué que les archéologues du centre ont procédé à «des relevés topographiques afin d'établir le plan du monument ainsi qu'à un relevé photogrammétrique» qui peuvent «fournir des maquettes en 3D et suggérer des reconstitutions du monument», après recoupements avec les objets trouvés lors des fouilles.

La fouille, poursuit M. Ighilahriz, a déjà révélé en quelques jours des «fragments d'os, de bois, de poteries et d'œufs d'autruche». Ces éléments, destinés à être étudiés en laboratoire, devraient renseigner sur la structure originale du tombeau qui porte aussi sur certaines pierres des gravures d'animaux et des inscriptions en Tifinagh, également destinées à l'étude.

Un autre sondage au radar géologique sera «prochainement effectué et permettra de déterminer la profondeur du sol du monument et ce qui pourrait s'y trouver», selon M. Ighilahriz.

Situé au confluent des oueds Abalessa et Tifirt, ce tombeau découvert en 1926 par une expédition franco-américaine a d'abord servi d'habitation fortifiée avant de devenir le tombeau de la reine touareg (abritant un rituel sacré autour de la chambre funéraire).

Dans ce tombeau ont été découverts des restes d'habits en cuir, des colliers de perles

semi-précieuses, un mobilier et d'autres objets antiques qui se trouvent au musée national du Bardo, à Alger, avec le squelette de Tin Hinan.

Sur site, l'Onpca avait aménagé en 2009 un poste de garde, une clôture, un petit centre d'interprétation sur le monument et un parcours pavé en parfaite adéquation avec l'environnement.

Un second programme d'aménagement du site est inscrit pour sa valorisation, après la fin des fouilles qui devraient durer près de deux mois.

Ce programme prévoit «le dégagement total du tombeau, l'installation d'une maquette reproduisant le massif montagneux entourant Abalessa et une maquette du monument afin de ne plus introduire les visiteurs à l'intérieur des chambres du tombeau», selon le directeur de l'Onpca, Ahmed Aouali.

L.B.

RENDEZ-VOUS culturels

la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf

9 janvier :

Une soirée artistique animée par le chanteur marocain Saad Lamjarred.

Institut français d'Alger

14 janvier :

Projection du documentaire «L'Algérie, son cinéma et moi».

15 janvier :

Le Duo Aïrelle Besson et Nelson Veras animeront une soirée de jazz.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 janvier :

6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier :

7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Galerie d'art Couleurs et Patrimoine

Jusqu'au 10 janvier :

Expo-vente collective sur le thème «Une palette de couleurs».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jusqu'au 23 janvier :

Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Maison de la Culture de Sétif

16 janvier :

Projection du long métrage de fiction «The Lunchbox».

Institut français d'Oran

13 janvier :

Un hommage sera rendu au cinéaste Mohamed Chouikh.

Galerie «L'Art à part»

Du 15 au 31 janvier :

Exposition du photographe Hocine Zaourar.

Coup-franc direct



Les sacrifices à consentir

Par Anouar M.

Certains joueurs des sélections africaines qualifiés à la phase finale de la CAN qui devrait débuter dans les prochains jours ont peur de perdre leurs places dans leurs clubs employeurs en leur absence et auraient souhaité ne pas participer à ce rendez-vous. D'autres éléments ne se donneront certainement pas à fond craignant se blesser et donc se faire virer si par malheur ils retrouvent leurs clubs dans cette situation. Tout cela montre que la relation est encore fragile entre certains joueurs et leurs sélections respectives. Pourtant, la Fifa protège ces joueurs qui ont le droit de s'absenter lorsqu'ils participent à des matches avec leurs sélections respectives. Toutefois et sur le terrain c'est une autre chose et les joueurs n'ont aucun droit et au contraire ils se trouvent vraiment dans une situation très difficile et qui fait qu'ils ont besoin du soutien des instances internationales. Dans le même temps, ces joueurs doivent savoir que cela fait partie du sacrifice qu'ils devront faire pour leur patrie et c'est pour cela qu'ils doivent se donner à fond sans faire de calculs. En plus, la CAN peut être un tremplin pour eux pour aller de l'avant et trouver de meilleurs clubs à l'avenir pour ceux qui se trouvent dans des clubs tout juste moyens. A. M.

Conférence de presse du sélectionneur national, Christian Gourcuff

«On a beaucoup d'ambition, on a envie de gagner»



ils doivent être prêts et accepter leur rôle», a-t-il souligné. Il révélera que sur les trois matches de poules, il n'y aura pas forcément des rotations. Pour ce qui est du planning de la préparation, il relèvera qu'il a été raccourci, car il ne pourra disposer de tout l'effectif que ce mercredi. «Il y aura une préparation physique individualisée, c'est sur la tactique que l'on doit travailler», dira-t-il tout en avouant que le travail à l'entraînement est plus profitable que lors des matches. «On reste à Sidi Moussa le plus longtemps possible pour se préparer au mieux», soulignera comme pour dire que le choix a été fait et qu'il n'y aura pas de changement, tout en affirmant que quatre jours à Mongomo seront suffisants pour s'adapter. Pour ce qui est des matches amicaux, il affirmera qu'il ne voit pas comment il aurait pu faire deux matches amicaux et que le choix de la Tunisie est fait parce qu'il est tout proche de l'Algérie, et ce pour éviter de fatiguer trop les joueurs. Pour lui, le mieux et de travailler tactiquement pour mieux se préparer pour le rendez-vous africain.

Le sélectionneur national, le Français, Christian Gourcuff, a annoncé officiellement sa décision de remplacer les deux joueurs blessés, Saïd Belkalem et Mehdi Abeid, par Liassine Cadamuro et Kashi qui ont été rappelés en dernière minute. Il affirmera que son choix a été mûrement réfléchi. «J'ai choisi Cadamuro et Kashi selon beaucoup de critères, mais ceux que j'ai choisis sont mûrement réfléchis», a déclaré le driver national qui dira que le rappel de Cadamuro, par exemple, coule de source, car dit-il, «c'est un choix naturel pour remplacer Belkalem». Pour lui, Liassine c'est un défenseur central de métier, et qui pourrait apporter un plus à l'équipe. Pour ce qui est des joueurs qui n'ont pas été appelés pour la CAN, il avouera qu'il se devait de faire des choix, mais qu'il ne compte pas définitivement fermé la porte à certains éléments. «Aucun joueur n'est écarté de l'EN, j'ai fait des choix à un moment donné», a-t-il souligné, tout en ajoutant que ses choix sont des questions d'équilibre et qu'il comprend donc la déception des joueurs non retenus. Il dira qu'il a déjà l'effectif sur lequel il devra compter au départ en tête mais que tout reste possible. «J'ai mon idée, mais rien n'est figé, le rôle des remplaçants est majeur

«Je recherche la cohésion, avec l'équipe la plus compétitive possible, et je ne m'accroche à rien si on me dit stop», dira-t-il. Pour ce qui est des objectifs de l'EN, il répétera ce qu'il avait auparavant dit qu'il souhaitait remporter tous les matches. «Nos joueurs jouent des grandes compétitions, ils ont l'habitude de la pression», soulignera-t-il comme pour dire qu'il fait confiance à ses joueurs. «On a beaucoup d'ambition, on a envie de gagner, la pression on l'assumera», dira-t-il encore. Il dira aussi que sa philosophie est d'imposer son jeu en prenant en compte les qualités de chacun des adversaires. Abordant les adversaires de l'EN lors de ce tournoi africain, Gourcuff avouera que l'Afrique du Sud est sa préoccupation majeure qu'il ne connaît pas trop bien cette équipe contrairement aux autres équipes. Anouar M.

Coupe d'Algérie (16^{es} de finale)/CS Constantine-USM Bel-Abbès Les Sanafirs pour confirmer, la Mekerra pour se racheter

Reprogrammé par la LFP en raison de l'erreur faite par les Constantinois qui ont fait jouer trois joueurs africains dans le même temps, le match comptant pour les seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football devrait être disputé.

Anouar M.

Programmé une première fois au stade du 20-Août d'Alger, il aura lieu en fin de compte au stade Tchaker de Blida, ce qui pourrait avantager les gars de Cirta qui ont pour habitude de jouer sur du gazon. Les gars des Ponts suspendus qui avaient arraché la qualification dans un premier temps après avoir marqué un but dans les temps morts espèrent refaire le même coup et donc l'emporter sur le terrain. Les poulains de Belhout savent ce qui les attend au cours de ce match et se donneront à fond dans l'espoir de prendre le billet de la qualification et pourquoi pas aller le plus loin possible. Les Constantinois compteront encore une



Les Sanafirs pour aller loin

fois sur leur ligne d'attaque pour tenter de prendre le dessus et décrocher le billet même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos. De son côté, l'USM Bel-Abbès qui avait souhaité se qualifier directement sans avoir à refaire le match étant donné que l'adversaire a fauté, aura du mal à se retremper dans le bain de la compétition dans ce match encore une fois. Il faut savoir que les gars de la Mekerra pensaient boycotter carrément la rencontre car ils ne conce-

vaient pas le fait qu'ils soient contraints de rejouer le match alors que le CSC a commis une grave erreur qui devait être sanctionnée comme il se doit, c'est-à-dire par une disqualification selon eux. Malgré cela, ils seront dans l'obligation de se présenter et de jouer le jeu pour éviter une quelconque sanction de la Ligue. L'USMBA et une fois sur le terrain fera tout ce qui est en son possible pour l'emporter et pourquoi pas se qualifier au prochain tour. A. M.

FC Metz

Ahmed Kashi convoqué en sélection d'Algérie

Le milieu de terrain du FC Metz Ahmed Kashi a été convoqué par le sélectionneur de l'équipe d'Algérie Christian Gourcuff pour remplacer Mehdi Abeid blessé, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015, a annoncé samedi le club lorrain de Ligue 1 française de football.

Le milieu récupérateur du FC Metz n'a pas hésité à saisir la balle au bond : il quittera la Lorraine dès lundi pour rejoindre l'équipe nation-

contractée lors de son premier stage avec l'équipe d'Algérie à la mi-novembre dernier, dès qu'il a repris la compétition le 2 décembre. Au premier tour de la CAN-2015, l'Algérie évoluera dans le groupe C avec le Ghana, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Les Verts entameront le tournoi le 19 janvier contre les Bafana Bafana avant d'affronter respectivement le Ghana le 23 et le Sénégal le 27 janvier.

de l'Algérie, précise le site officiel du FC Metz. Ahmed Kashi a été dans un premier temps désigné par Christian Gourcuff comme l'un des sept réservistes des Verts. Mehdi Abeid et Essaid Belkalem, tous deux blessés, ont déclaré forfait pour la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015, a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF). Abeid (21 ans) avait rechuté dernièrement d'une blessure

Sénégal

Giresse : «Derrière l'Algérie et le Ghana, nous sommes outsiders»

Le sélectionneur de l'équipe sénégalaise de football, Alain Giresse, a indiqué samedi «que derrière l'Algérie et le Ghana, son équipe était «outsider» du groupe C au premier tour de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 en Guinée équatoriale (17 janvier-8 février). «Notre groupe s'annonce très difficile avec la présence de l'Algérie et du Ghana, deux équipes mondialistes ayant beaucoup d'expérience dans ce genre de compétitions.

Dans ce groupe, très relevé, je peux dire que nous sommes des outsiders pour la qualification au deuxième tour», a déclaré Alain Giresse à Radio Algérie internationale. Outre l'Algérie et le

Ghana, le Sénégal sera également opposé à l'Afrique du Sud dans le groupe C. Pour l'ancien international français, l'Algérie et le Ghana sont les favoris pour la qualification au deuxième tour, mais «le Sénégal a son mot à dire dans cette compétition.» «Certes, l'Algérie et le Ghana sont les favoris du groupe C, mais attention, dans ce genre de compétitions, tout est possible.

Nous devons montrer de quoi nous sommes capables. Nous avons une équipe jeune et ambitieuse», a-t-il ajouté. La sélection du Sénégal entame début janvier sa préparation à Dakar avant de s'envoler pour le Maroc pour

poursuivre à Al Jadida son stage jusqu'au 13 janvier, date à laquelle, les hommes de Giresse rallieront la ville de Mongomo (Guinée équatoriale). «J'ai présélectionné 28 joueurs pour le stage qui va débuter dimanche à Dakar, et je dois encore écarter 5 joueurs pour finaliser la liste des 23.

Ce n'est jamais facile pour un sélectionneur d'arrêter la liste finale, et la tâche est plus que difficile en Afrique», a-t-il dit. Vendredi, le technicien français avait fait part dans une intervention à la radio RMC, de ses inquiétudes quant au volet de l'hébergement dans la ville de Mongomo qui abritera les rencontres du groupe C.

Ghana

Les joueurs refusent la prime proposée par le gouvernement

Les internationaux ghanéens ont rejeté la prime de 5 000 dollars proposée par le gouvernement pour chaque victoire des Black stars en phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015, qui débute le 17 janvier en Guinée équatoriale, rapporte samedi la presse locale.

Le président de la Fédération ghanéenne de football (GFA) Kwesi Nyantakyi a révélé que les joueurs, actuellement en stage à Accra pour

préparer la CAN, ont rejeté les primes proposées par les autorités en cas de victoire ou d'un nul lors de la compétition prévue du 17 janvier au 8 février en Guinée équatoriale.

Le ministre des Sports, Mahama Ayariga, s'est dit disposé à rencontrer les joueurs pour discuter de la question des primes avant qu'ils ne se rendent en Espagne pour effectuer un stage à Séville. «J'ai lu à travers la presse que les joueurs ont rejeté notre offre,

mais il n'y a rien d'officiel pour le moment. J'étais avec eux vendredi au complexe sportif de Lizzy à Accra et je n'ai rien entendu.

Dans tous les cas je suis disposé à trouver, avec eux, une solution à cette question», a déclaré le ministre des Sports sur les ondes de la radio Joy FM. La sélection ghanéenne se rendra dimanche en Espagne pour effectuer un stage d'une dizaine de jours avant d'entamer la CAN-2015.

Ph. > DR.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre La censure

Par Nazim Rochd

Les objectifs de la censure n'ont pas changé, depuis son institution par la cité romaine, il y a près de 24 siècles. Elle juge de ce qui est bien ou de ce qui est mal et en décide, pour la collectivité. La censure la plus répandue de nos jours est constituée par le contrôle exercé sur l'information, selon des procédés plus ou moins subtils, en fonction des moyens disponibles et du degré de développement des systèmes de pouvoirs. Ainsi, elle peut aller de la privation totale de l'accès aux faits à une savante manipulation de la réalité. Le but ultime étant de protéger une explication officielle du monde, qu'elle soit idéologique, religieuse ou politique. Ainsi, le 7 février 1752, le roi de France a pris un arrêté pour interdire l'impression et la diffusion de «L'Encyclopédie» (ou «Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers»), une œuvre dirigée par Denis Diderot et Jean Le Rond d'Alembert. La raison en était que les Jésuites considéraient qu'elle était «athée et matérialiste», en plus des attaques contre son contenu politique. Le 21 novembre 1913, en Russie, ce sont les manuscrits de l'immense Léon Tolstoï qui font l'objet d'un arrêté tsariste de destruction. Tolstoï avait le tort de dénoncer l'autocratie et le pouvoir de l'église orthodoxe. Dans les deux cas, les censeurs n'ont pas pu empêcher le rayonnement planétaire de leurs victimes. Ils ont seulement cru protéger leurs régimes de la contrariété, en privant leurs peuples de côtoyer des idées lumineuses. Le drame est que ce droit de choisir à la place des

peuples est toujours exercé, sans vergogne. Les peuples étant jugés mineurs, incapables de réfléchir par eux-mêmes, inaptes au discernement, la censure est brandie pour, soi-disant, les protéger ou, plus hypocritement, pour leur éviter d'être heurtés dans leurs croyances ou dans leur susceptibilité. A ce propos, il y a une actualité édifiante. Elle concerne un film de Ridley Scott. Son titre «Exodus : Gods and Kings». Il est interdit de projection dans trois pays : le Maroc, l'Egypte et les Emirats arabes unis. Au Maroc, il est accusé de représenter Dieu, à travers un «enfant qui donne la révélation au prophète Moïse». En Egypte, il lui est reproché de «prétendre que des juifs ont participé à l'édification des pyramides», «ce qui est en contradiction avec les faits historiques avérés», d'exhiber des Egyptiens «persécutant des juifs pacifiques» et d'expliquer la division des eaux par «le phénomène des marées», et non par une intervention divine. Aux Emirats, il s'agit «des réserves sur le film parce qu'il contient des erreurs religieuses et historiques». Les cinéphiles et les publics des trois pays ne doivent pas se faire leur propre idée du film. Il leur sera épargné de subir les supposées tares relevées. Mais les censeurs soit ne semblent pas avoir pris la mesure du monde dans lequel ils exercent, soit ils n'en ont cure. Le film va avoir une audience démultipliée, loin des espaces sous leur emprise, grâce à la curiosité qu'il va désormais susciter. Le ridicule de la chose est assumé jusqu'à la lie, avec peut-être la seule satisfaction de plaire à quelques bigots.

N. R.

Des citoyens réclament la relance par des routes coupées à Béjaïa Un projet de gaz naturel bloqué depuis huit années

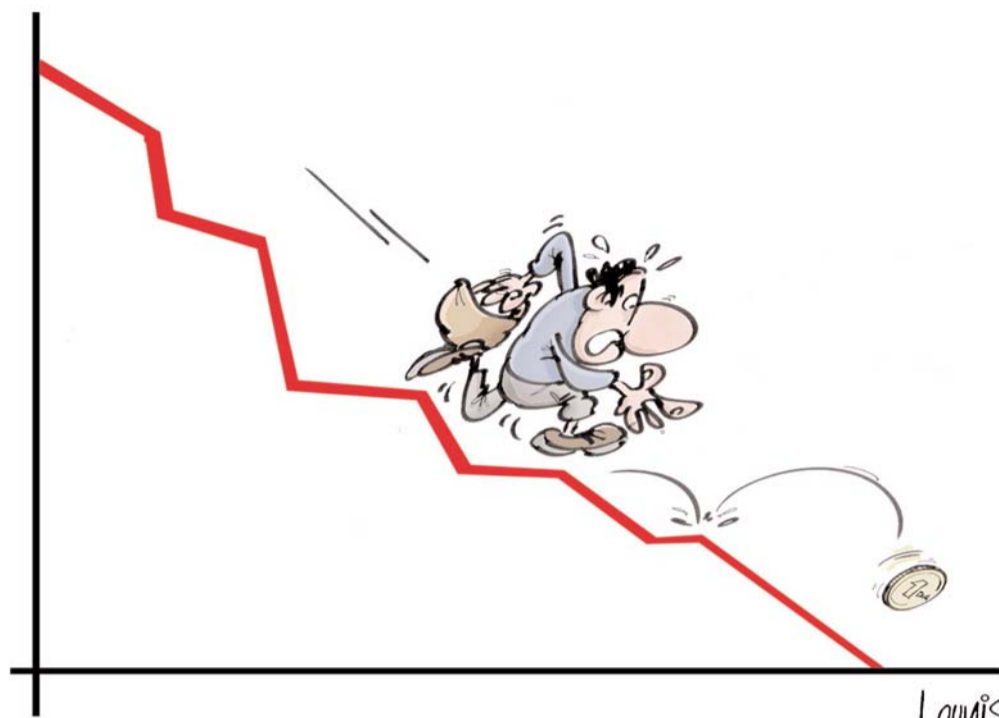
LES ROUTES nationales 43 et 09 ont été coupées au trafic routier, hier, à l'entrée de la commune et au centre-ville de Souk El-Tennine. Le trafic routier était totalement paralysé vers Sétif, Jijel et Béjaïa à partir de ces wilayas. Les mécontents réclamaient «la relance immédiate» du projet de raccordement des communes de l'est de la wilaya ainsi que celles de Ziana Mansouria dans la wilaya de Jijel. Ils disent avoir «trop attendu». Pour rappel, le projet est bloqué par des propriétaires terriens à Tidhelsine, dans la com-

mune d'Aokas depuis plus de huit années. Selon Bachir Farroudj, vice-président de l'APC de Souk El Tennine, «nous avons discuté avec les protestataires, mais ces derniers ne veulent rien entendre». Et d'ajouter : «Ils nous ont dit : "Nous sommes las d'entendre des promesses sans lendemain". Ils ont décidé d'observer une grève générale aujourd'hui». Un appel a été lancé hier. A noter que 13 sur les 15 propriétaires terriens qui s'opposent au passage du gazoduc qui va alimenter plus de 6 000 foyers dans l'est de la wilaya ont signé

des engagements et ont été dédommagés mais certains se sont rétractés. D'autres demandent la réévaluation des indemnisations, alors que certains évoquent les risques encourus en cas d'accidents. Le projet devait être relancé le mois de mai passé. Plusieurs commissions, dont une ministérielle, se sont déplacées sur les lieux, concluant que c'est le seul tracé valable pour le passage du gazoduc et ont exclu d'éventuels dangers.

H. Cherfa

LA DÉVALUATION DU DINAR



Djalou@hotmail.com

Trafic de drogue à Tichy et Boukhelifa

Amghar, Che Guevara, Doberman et leurs compères arrêtés

■ La semaine écoulée, deux réseaux de trafic de drogue ont été démantelés par la brigade anti-stups de la police judiciaire de la sûreté de wilaya.

Par Hocine C.

Le premier réseau activait près de la plage dite Club hippique de Boukhelifa, à quelques encablures de la ville de Béjaïa. Deux individus répondant aux initiales B.F. alias Amghar âgé de 38 ans et B.B. alias Kamel, 30 ans, tous deux résidant à Tichy, ont été arrêtés suite à une descente policière dans ce lieu. Ils avaient en leur possession 7,81

g de kif traité et un couteau. Ces deux dealers ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa (lundi passé). Ils ont été placés en détention provisoire pour «possession et commercialisation de kif et port d'arme blanche». La deuxième affaire a eu lieu au niveau de la forêt de Bouyvladhene, à Sidi-Ahmed. Quatre individus, dont l'âge varie entre 22 et 37 ans, ont été également appréhendés par la brigade anti-stups. Il

s'agit de Hamza, Rafik, Che Guevara et Doberman, tous résidant à Béjaïa. 91 g de kif, une somme d'argent et un couteau ont été saisis lors de leur arrestation. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa, ils ont été placés en détention provisoire pour «détention et commercialisation de kif, possession de somme d'argent et d'un couteau», selon la même source.

H. C.

Seddouk

Deux dealers dans les mailles de la police

«LA POLICE judiciaire de la sûreté de daïra de Seddouk a mis afin aux agissements de deux dealers, en l'occurrence O.B.H. âgé de 43 ans et B.H. âgé de 29 ans, tous deux ayant des antécédents judiciaires», a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ils ont été arrêté lors d'une opération policière au

niveau d'une bâtisse faisant office de bibliothèque communale en construction, mais délaissée par les autorités municipales depuis de longues années. Une quantité de drogue a été saisie chez les deux individus. Lors d'une perquisition effectuée dans le cadre de l'enquête, la police a également saisi des

morceaux de kif et un couteau découverts dans le domicile de l'un des dealers. Ces derniers ont été présentés devant le parquet qui les a placés en détention provisoire pour «détention et commercialisation de kif, et possession d'arme blanche», ajoutent-ils.

H.C.

Monoxyde de carbone à El Eulma Sauvetage de 36 écoliers et leur enseignante

TRENTE-SIX ÉLÈVES d'une école primaire de la cité Sakhri, à El Eulma (Sétif), ainsi que leur enseignante, ayant inhalé du monoxyde de carbone en classe, ont été sauvés d'une mort certaine, hier, par la Protection civile, a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Le responsable de la communication à la direction de wilaya de la Protection civile, le lieutenant Ahmed Lamamma, a déclaré que les élèves et leur professeur ont commencé à suffoquer et à ressentir des étourdissements et des douleurs au nez et aux oreilles après avoir respiré les gaz brûlés provenant de la conduite d'évacuation défectueuse d'un radiateur fonctionnant dans une classe de 5^e année primaire. Les victimes ont été évacuées en urgence à l'hôpital Sarroub-Khoutir d'El Eulma, dans le cadre de cette opération de sauvetage effectuée en présence du directeur de wilaya de la Protection civile, selon la même source qui a précisé que l'intervention a mis à contribution quinze éléments de ce corps et plusieurs ambulances.

R. N.